



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général du Gouvernement

Direction des services
administratifs et financiers

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Mise à disposition et maintenance de machines à café et
fourniture de consommables associés pour les intendances des
services du Premier ministre**

Numéro de marché : 25_BAM_040_AC00

**Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles
R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique.**

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Article 1 – Objet et forme du marché | 4 |
| 1.1 – Objet du marché | 4 |
| 1.2 – Forme et décomposition du marché | 4 |
| 1.3 – Exclusivité du titulaire | 4 |
| 1.4 – Livraisons complémentaires | 4 |
| Article 2 – Durée du marché | 4 |
| Article 3 – Stipulations générales | 5 |
| 3.1 – Assurances | 5 |
| 3.2 – Modalités d'échanges avec le titulaire | 5 |
| 3.3 – Représentation des parties | 6 |
| 3.4 – Clause double label : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations | 6 |
| 3.5 – Sous-traitance | 7 |
| 3.6 – Langue | 7 |
| 3.7 – Lieu d'exécution des prestations | 7 |
| Article 4 – Pièces constitutives du marché | 7 |
| 4.1 – Pièces particulières | 7 |
| 4.2 – Règlementation applicable | 8 |
| Article 5 – Délais d'exécution | 8 |
| Article 6 – Pénalités | 8 |
| 6.1 – stipulations générales | 8 |
| 6.2. – Pénalités | 9 |
| Article 7 – Prix et règlement des comptes | 10 |
| 7.1 – Forme et contenu des prix | 10 |
| 7.2 –Prix et commandes sur catalogue : | 10 |
| 7.3 -Prestations non prévues | 11 |
| 7.4 – Variation des prix | 11 |
| 7.4.1 – Modalités de variation des prix | 11 |
| 7.4.2 – Formule de révision | 12 |
| 7.4.3 – Ajustement des prix catalogues | 12 |
| 7.4.4 - Offres promotionnelles/remises | 13 |
| 7.4.5 – Clause de butoir | 13 |
| 7.4.6 – Clause de sauvegarde | 13 |
| 7.4.7 – Clause de réexamen | 13 |
| 7.5 – Modalités de facturation | 13 |
| 7.5.1 – Contenu des factures | 13 |
| 7.5.2 - TVA | 14 |
| 7.5.3 – Devise | 14 |
| 7.5.4 - Transmission des factures | 14 |
| 7.5.5 - Désignation du comptable assignataire | 15 |
| 7.6 – Paiement des sous-traitants | 15 |
| 7.7 – Modalités financières | 16 |
| 7.7.1 – Avance | 16 |
| 7.7.2 – Règlement des prestations et solde | 16 |
| 7.7.3 – Retenue de garantie et cautionnement | 16 |
| 7.7.4 - Cession ou nantissement de créance | 16 |

| | |
|---|-----------|
| Article 8 – Modalités d'établissement des bons de commande | 17 |
| 8.1 – Contenu des bons de commande | 17 |
| 8.2 – Notification des bons de commande | 17 |
| 8.3 – Modification et annulation d'un bon de commande | 17 |
| Article 9 - Constat de l'exécution des prestations | 18 |
| Article 10 – Obligations du titulaire | 18 |
| 10.1 – Modifications dans la structure du titulaire | 18 |
| 10.2 – Présentation des attestations | 18 |
| 10.3 – Obligation de discrétion et de confidentialité | 18 |
| Article 11 – Résiliation | 19 |
| 11.1 – Résiliation pour faute | 19 |
| 11.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général | 19 |
| 11.3 – Exécution aux frais et risques du titulaire | 19 |
| Article 12 – Règlement des différends et litiges | 20 |
| 12.1– Dommages et responsabilité | 20 |
| 12.2– Différends | 20 |
| 12.3 – Litiges et contentieux | 20 |
| Article 13 – Dérogations au CCAG-FCS | 20 |

Article 1 – Objet et forme du marché

1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition et la maintenance préventive et curative de machines à café ainsi que la fourniture des consommables associés au bénéfice des intendances des services du Premier ministre.

Il s'agit d'un marché de fourniture.

1.2 – Forme et décomposition du marché

Le présent marché est conclu selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2, et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire conformément aux dispositions des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu sans minimum de commande et avec un montant maximum de commande de 400 000 € HT sur la durée maximale du marché.

L'atteinte du montant maximum rend impossible l'émission de tout nouveau bon de commande. Le cas échéant, il appartient à la personne publique de renouveler le marché.

Le besoin n'est pas alloué au motif que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, au regard des pratiques métiers observées, le modèle économique de la location/maintenance de machines repose sur la fourniture des consommables associés, notamment pour des raisons de compatibilité entre capsules et machines.

Le marché n'est en outre pas décomposé en tranches.

1.3 – Exclusivité du titulaire

Le titulaire dispose d'une exclusivité de principe sur les prestations. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander des prestations identiques à un autre prestataire en cas d'une impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations demandées dans les conditions imposées par le pouvoir adjudicateur, en raison de contraintes logistiques et/ou opérationnelles ou pour toute autre raison. Cette dérogation à l'exclusivité reconnue au titulaire est limitée à un volume de commandes n'excédant pas, pour chaque année d'exécution des prestations, 5000 euros HT. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation en raison de l'application de la présente stipulation.

1.4 – Livraisons complémentaires

En application de l'article R. 2122-4 du code de la commande publique, les services du Premier ministre se réservent la possibilité de recourir à un marché négocié pour la réalisation de livraisons complémentaires similaires.

Article 2 – Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une période d'un (1) an, sans que la durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le cas échéant, l'acheteur informera le titulaire de la décision de non-reconduction par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard deux mois avant la fin de validité du marché.

S'agissant de la partie du marché exécutée en accord-cadre à bons de commande, la durée du marché s'entend comme une durée de validité au cours de laquelle il est possible d'émettre des bons de commande.

Article 3 – Stipulations générales

3.1 – Assurances

Durant toute la durée du marché, le titulaire ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants doivent disposer des assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'acheteur, de ses agents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages corporels et/ou matériels causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants, disposent d'un délai de 8 jours à compter de la demande de l'acheteur pour transmettre les attestations d'assurance correspondantes, accompagnées du tableau des garanties.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

3.2 – Modalités d'échanges avec le titulaire

Les échanges avec le titulaire et ses interlocuteurs se feront conformément aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG FCS.

En complément de l'article 3.1 du CCAG FCS, les échanges portant sur des réclamations, désaccords ou décisions défavorables à l'une ou à l'autre des parties devront faire l'objet soit d'un courrier adressé avec avis de réception (avis postal ou remise en main propre contre récépissé), soit d'un envoi par l'intermédiaire du profil acheteur, avec avis de réception électronique.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.2 du CCAG FCS, il est rappelé que tous les délais indiqués au sein du marché s'entendent en jours calendaires (sauf mention expresse) et expirent à minuit le dernier jour du délai. Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

3.3 – Représentation des parties

Représentation de la personne publique

Le bureau des achats ministériels (BAM) de la Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF) est l'interlocuteur désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur pour toute information relative au suivi administratif du marché.

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique ainsi que son suppléant en charge de la coordination des prestations, habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire est tenu d'en informer les représentants des services du Premier ministre et doit recueillir leurs agréments avant de désigner un remplaçant de profil professionnel au moins équivalent.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance du fait que les personnels intervenant sur site peuvent faire l'objet d'un contrôle dans les conditions prévues par la réglementation.

3.4 – Clause double label : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre bénéficie du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité.

A ce titre, elle conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au dossier de consultation des entreprises.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire complété peut être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution de l'accord-cadre au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans et transmis à l'acheteur par tout moyen.

3.5 – Sous-traitance

Il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les dispositions du code de la commande publique concernant la sous-traitance s'appliquent au présent marché.

3.6 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'administration et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuent en français.

3.7 – Lieu d'exécution des prestations

Les principaux sites de livraison et d'exécution des prestations sont les suivants :

- Hôtel de Matignon, 57 rue de Varenne – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel Lebel, 13 rue Vaneau – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel de Clermont, 69 rue de Varenne – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel de Rothelin-Charolais, 101 rue de Grenelle – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel de Cassini, 32 rue de Babylone – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel du Petit Monaco, 55 rue Saint Dominique – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel de Beistegui, 19 rue de Constantine – Paris 7^{ème} ;
- Hôtel de Castres, 72 rue de Varenne – Paris 7^{ème} ;
- Site Ségur-Fontenoy, 20 Avenue de Ségur - Paris 7^{ème}.

Cette liste est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution du marché.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

4.1 – Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi, sont listées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'Acte d'Engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- l'offre technique remise par le titulaire ;
- Le catalogue du titulaire ;

- les éventuels avenants conclus en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le présent contrat tient lieu de loi entre les parties. Ainsi, les conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont inapplicables et inopposables à l'administration. Il en va de même pour les stipulations du mémoire technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles. Ces dernières sont inapplicables et inopposables à la personne publique. En tout état de cause, l'offre du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'administration.

4.2 – Règlementation applicable

Outre les pièces particulières précitées, le titulaire est tenu de respecter la réglementation applicable et notamment les textes suivants (sauf dans le cas où les pièces particulières sont plus contraignantes) :

- le code de la commande publique ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relatives aux prestations définies dans le présent CCAP durant toute la durée du marché.

Ces pièces, bien que non jointes, sont réputées parfaitement connues du titulaire qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles y dérogeant.

Article 5 – Délais d'exécution

Livraison de consommables : Le délai de livraison des consommables à la réception du bon de commande des services prescripteurs est de 2 jours ouvrés.

Livraison de machines : Le délai de livraison d'une machine à la réception du bon de commande des services prescripteurs est de 2 jours ouvrés.

Livraison complémentaire : En cas d'oubli ou d'erreur de livraison, une livraison complémentaire doit être effectuée dans un délai de 24 heures suivant la première livraison.

Garantie de temps de résolution : à compter de la demande de l'administration le titulaire dispose d'un délai de 4 heures pour procéder à la résolution du dysfonctionnement.

Mise en disposition d'une machine de remplacement en cas d'indisponibilité : en cas d'indisponibilité d'une machine pour cause de maintenance pour une durée de plus de 24 heures, le titulaire met à disposition de l'administration un modèle de remplacement de gamme équivalente ou supérieure dans un délai de 24 heures à compter de l'intervention.

Transmission du rapport d'intervention : Il est transmis au plus tard 30 jours calendaires après l'intervention.

Transmission du compte rendu d'exécution : Il est transmis au plus tard 30 jours calendaires après la date anniversaire du marché.

Article 6 – Pénalités

6.1 – stipulations générales

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

Le montant des pénalités encourues est plafonné à 10% de la valeur du bon de commande concerné.

La TVA ne s'applique pas aux pénalités.

Lorsque l'administration envisage d'appliquer des pénalités, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations par écrit. Cette invitation précise le montant et le motif des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. Ce délai est par principe fixé à 15 jours.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti ou si l'administration considère que les observations formulées ne permettent pas d'exonérer le titulaire de sa responsabilité dans la mauvaise exécution des prestations, les pénalités acquièrent un caractère définitif et sont déduites des prochaines factures émises par le titulaire.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer libéré de son obligation d'exécution du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

6.2. – Pénalités

| Objet | Description défaillance | Mode de comptabilisation | Montant |
|--------------------------------|--|--|---------|
| Retard / Manquement | Non-respect du délai de livraison | Par jour ouvré de retard <i>(au-delà de 5 jours de retard, la prestation est réputée non exécutée et conduit à l'application de la pénalité associée en plus de la présente pénalité)</i> | 150 € |
| | Non-exécution d'une prestation | Par prestation non réalisée | 300 € |
| | Non-respect de la garantie de temps de résolution | Par heure de retard <i>(sur heures ouvrées 8-19h)</i> | 50 € |
| | Défaut de mise à disposition d'un équipement de remplacement en cas d'indisponibilité supérieure à 24h | Par jour calendaire d'indisponibilité sans matériel de remplacement | 100 € |
| | Absence du représentant du titulaire à une réunion ou à une convocation de l'administration | Par absence | 300 € |
| | Retard dans la remise du rapport | Par jour calendaire de retard | |

| | | | |
|------------------------------|---|--|-------|
| Livrables / documents | d'intervention ou du compte rendu d'exécution | <i>(au-delà de 5 jours de retard, la prestation est réputée non exécutée et conduit à l'application de la pénalité associée en plus de la présente pénalité)</i> | 50 € |
| | Non transmission du rapport d'intervention ou du compte rendu d'exécution | Par constat | 300 € |

Pénalité pour travail dissimulé

Conformément à la loi du 17 mai 2011 relative à la lutte contre le travail dissimulé, en cas de constatation de travail dissimulé en cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité à hauteur de 10% du montant de la part forfaitaire annuelle dans un premier temps, et de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41.1. a) du CCAG FCS, au cas où l'entreprise n'a pas régularisé sa situation suite à la mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur.

Article 7 – Prix et règlement des comptes

7.1 – Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros hors TVA. Ils sont définitifs et révisables dans les conditions figurant ci-après.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à la main d'œuvre de toute sorte, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison et le cas échéant d'installation des équipements, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

Les prestations font l'objet de bons de commande émis à la survenance des besoins. Le montant de chaque commande est déterminé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) ou du prix indiqué dans le catalogue pour les produits non prévus au BPU.

Le titulaire du marché est toujours tenu de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui ont été commandées y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation du marché et donc incluses, par principe, dans les prix du BPU.

7.2 – Prix et commandes sur catalogue :

Les articles les plus commandés au titre du présent marché figurent au bordereau de prix unitaires. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander des articles issus du catalogue du titulaire.

Le titulaire doit remettre à l'ensemble des services et entités rattachés au présent marché, tout nouveau catalogue édité au plus tard dans un délai de 7 jours à compter de sa date de diffusion. Le nouveau catalogue annule et remplace le précédent.

Dans le cas où ce dernier est accessible depuis un site internet, celui-ci doit respecter les standards de sécurité suivants :

- Pas de technologie Flash, Active X, applet java, webassembly ou tout autre composant actif côté navigateur (extensions ...);
- Pas de websocket ;
- Pas de technologie type « certificate pinning ».

En cas de blocage du site ou du catalogue par les systèmes de sécurités informatiques de l'administration, le titulaire est tenu de rendre possible la consultation du catalogue par tout autre moyen.

7.3 -Prestations non prévues

Pour les besoins directement rattachés à l'objet de l'accord-cadre mais non prévus au BPU ou au catalogue du titulaire et survenus en cours d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une proposition commerciale détaillée au titulaire. Après l'acceptation par la personne publique matérialisée par un bon de commande, les prestations sont exécutées dans les conditions prévues par le présent CCAP.

L'éventuelle discussion postérieure à l'émission de devis doit permettre à la personne publique de vérifier le caractère adéquat des modalités techniques et financières de la réalisation des prestations et de la satisfaction de ses besoins.

La production de devis ne constitue pas une prestation au sens du présent accord-cadre et ne peut donc donner lieu au versement d'une rémunération. Elle ne crée aucun droit à recevoir une commande.

Le cumul des prestations commandées sur devis ne peut excéder 5% du montant maximum de l'accord-cadre pour sa durée total d'exécution.

7.4 – Variation des prix

7.4.1 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fixes pour la première année d'exécution du marché. Par la suite, les prix du marché sont révisables tous les 6 mois à compter de sa date anniversaire à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Le titulaire notifie si possible sa demande de révision de prix 30 jours avant la date permettant la révision par message électronique avec accusé de réception ou par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au représentant du pouvoir adjudicateur en précisant le numéro du marché. Le titulaire joint à sa demande de révision l'annexe financière révisée ainsi que les détails du calcul de sa révision des prix (mois de références, valeurs des indices etc...). La personne publique dispose de 30 jours pour agréer ou refuser la demande présentée par le titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

Dans l'hypothèse où la révision se fait à l'initiative de l'administration, celle-ci informe le titulaire et lui transmet, au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché, une annexe financière révisée par tout moyen faisant foi. Le titulaire dispose de 15 jours pour formuler des observations.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La révision des prix demandée par le titulaire ou proposée par l'administration n'a de valeur que pour l'avenir et ne saurait être rétroactive. Elle vaut pour l'année d'exécution du marché à laquelle elle se rattache.

7.4.2 – Formule de révision

Les indices INSEE de référence utilisés pour la révision des prix du marché sont les suivants :

I1 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.93 – Machines pour l'industrie agroalimentaire - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763955

I2 : Indice brut de la production industrielle (base 100 en 2021) - Transformation du thé et du café (NAF rév. 2, niveau classe, poste 10.83) Identifiant 010767654

La révision des prix se fait par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times 0,2 \left[0,2 \times \left(\frac{I1_n}{I1_o} \right) + 0,6 \times \left(\frac{I2_n}{I2_o} \right) \right]$$

dans laquelle :

- P : prix révisé ;
- P_o : prix d'origine ;
- Ix_o : dernière valeur connue de l'indice de référence au « mois zéro » ;
- Ix_n : dernière valeur connue de l'indice de référence au mois de la date de la demande de révision des prix.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront calculés à trois décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième ou la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième ou la troisième est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

7.4.3 – Ajustement des prix catalogues

Les prix catalogue sont ajustés sur la base du **tarif du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle**.

Le prix de ces articles ne pourra varier qu'à l'occasion d'un changement de catalogue ou d'une modification tarifaire appliquée à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Dans tous les cas, les prix pratiqués par le titulaire à l'administration ne peuvent être supérieurs à ceux appliqués à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire communique à l'administration le nouveau catalogue avec les nouveaux tarifs, au minimum 7 jours avant l'application des nouveaux tarifs.

Les anciens tarifs s'appliquent pour toute commande passée avant la communication du nouveau catalogue avec les nouveaux tarifs.

7.4.4 - Offres promotionnelles/remises

Les prix du marché ne sont pas exclusifs du bénéfice d'offres promotionnelles.

Le cas échéant, le titulaire communique son intention de mise en œuvre d'un barème promotionnel par tous moyens faisant foi au représentant de l'administration en précisant :

- la période (date de début et de fin) d'application des prix de référence promotionnels et leurs modalités d'application ;
- la liste des produits concernés (références des articles du BPU et du catalogue du titulaire) ;
- les pourcentages de variation par rapport aux prix de référence précédemment pratiqués.

Ces prix de référence s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle à condition qu'ils conduisent à un montant de la commande inférieure à celui qu'il aurait été par application des prix nets résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

A l'issue de la période de promotion, le précédent prix est à nouveau applicable de plein droit.

7.4.5 – Clause de butoir

Il n'est pas prévu de clause de butoir.

7.4.6 – Clause de sauvegarde

Il n'est pas prévu de clause de sauvegarde.

7.4.7 – Clause de réexamen

Lorsque des circonstances imprévues qui ne relèvent pas de l'imprévision (cf. article R. 2195-5 du CCP) impactent la représentativité de la ou des formules de révision, celles-ci peuvent être modifiées d'un commun accord entre les parties au travers d'un avenant. Ces modifications peuvent notamment porter sur :

- le remplacement d'un indice peu représentatif par un indice qui le serait davantage ;
- l'introduction d'un indice devenu nécessaire ;
- l'ajustement des pondérations entre indices qui n'étaient pas, au moment de l'établissement de la formule de révision initiale, représentatives de la structure des coûts ;
- la prise en compte d'un changement des conditions de réalisation de la prestation (changement de matériau, de procédé industriel, etc.).

Les nouvelles formules de révision sont élaborées avec des pondérations représentatives des conditions économiques du prix initial à réviser.

Le titulaire s'engage à laisser à la personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

7.5 – Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne publique. Le paiement est réalisé par virement administratif au compte du titulaire.

7.5.1 – Contenu des factures

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- l'objet, la date et le numéro du marché (n° EJ) ;
- la date d'établissement de la facture ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du titulaire ;
- l'intitulé et l'adresse du service qui a passé commande ;
- la date et le détail des prestations exécutées ;
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC ;
- les modalités de règlement telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement (référence du compte postal, bancaire ou trésor public ouvert au nom du titulaire).

Les éventuels retards de paiement ne constituent pas une clause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale et sans indemnité du marché par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

7.5.2 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7.5.3 – Devise

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

7.5.4 - Transmission des factures

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée sur la base d'un décompte mensuel pour chaque service bénéficiaire. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par

exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

7.5.5 - Désignation du comptable assignataire

Le comptable assignataire est,

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre
Département comptable ministériel
20 avenue de Ségur – TSA 50721
75334 PARIS CEDEX 07

L'ordonnateur des paiements est :

Monsieur le représentant de la Direction des services administratifs et financiers
par délégation du Premier ministre
20 avenue de Ségur – TSA 70 723
75007 PARIS

7.6 – Paiement des sous-traitants

Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, il adresse sa facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa facture au pouvoir adjudicateur, accompagnée de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la facture ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

7.7 – Modalités financières

7.7.1 – Avance

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, il est versé au titulaire une avance dans les conditions suivantes :

- si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze (12) mois : 30% du montant initial TTC du bon de commande ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois : 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est remboursée par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre du bon de commande. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du bon de commande concerné et doit être terminé lorsque ce montant atteint 80%.

Conformément à l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché ou du bon de commande concerné.

7.7.2 – Règlement des prestations et solde

Le marché ne donne pas lieu au versement d'acomptes. Il donne lieu à des règlements mensuels ayant valeur de paiements partiels définitifs sur la base des factures mensuelles validées par l'administration.

Les demandes de paiement sont acceptées après admission des prestations et validation du service fait par l'administration.

7.7.3 – Retenue de garantie et cautionnement

Aucune retenue de garantie n'est prévue.

7.7.4 - Cession ou nantissement de créance

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

7.7.5 - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément aux articles R. 2192-35 à R. 2192-36 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour

frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 8 – Modalités d'établissement des bons de commande

8.1 – Contenu des bons de commande

Des bons de commandes sont émis par la personne publique au fur et à mesure de la survenance de ses besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché mais leur exécution peut se prolonger jusqu'à 4 mois après l'échéance du marché.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la désignation précise et détaillée des matériels et/ou prestations par référence au BPU;
- la détermination des quantités ;
- le détail des prix unitaires par référence aux prix du BPU ou au catalogue;
- le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, la TVA et le prix TTC ;
- le(s) service(s) ou la composante concernés ainsi que les coordonnées du responsable ;
- l'adresse exacte de facturation ;
- la date et l'heure de réalisation.

8.2 – Notification des bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur avant chaque début d'exécution, par mail ou par tout autre moyen faisant foi. Au démarrage du marché, le titulaire transmet à l'administration un contact mail dédié à la prise de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de quatre heures à compter de la notification du bon de commande, pour notifier au représentant du pouvoir adjudicateur ses observations éventuelles. En l'absence d'observations, passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté la commande considérée.

8.3 – Modification et annulation d'un bon de commande

Les bons de commande émis dans le cadre du présent marché peuvent être annulés ou modifiés par des bons de commande postérieurs rectificatifs à condition qu'ils n'aient pas donné lieu à un commencement d'exécution.

Ces bons de commande rectificatifs ne peuvent concerner des prestations déjà exécutées. L'annulation ou la modification à la baisse d'un bon de commande par l'acheteur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses déjà engagées pour l'exécution des prestations annulées, dans les conditions prévues par le CCAG de référence en matière de résiliation.

Le cas échéant, le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux stipulations de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Article 9 - Constat de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification des prestations exécutées par bons de commande sont réalisés conformément aux stipulations des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS.

Article 10 – Obligations du titulaire

10.1 – Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

10.2 – Présentation des attestations

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt en cours d'exécution du marché à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L. 1262-2-1 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

10.3 – Obligation de discrétion et de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les documents, les informations et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire. Le titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible donner lieu à des poursuites sur le fondement de l'article 226-13 du code pénal.

Article 11 – Résiliation

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG FCS ;
- soit pour événements liés au marché, dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS ;
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG FCS ou dans les cas décrits à l'article 11.1 du présent CCAP ;
- soit pour motif d'intérêt général conformément à l'article 11.2 du présent CCAP ;
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du code de la commande publique.

11.1 – Résiliation pour faute

En complément des stipulations de l'article 41 du CCAG FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- si le titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- si titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- en cas de retard significatif, retards successifs lors des diverses livraisons / interventions ;
- en cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels (CCAP, CCTP, mémoire technique, annexe financière).

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis de réception ou d'un envoi via PLACE, assortie d'un délai de 10 jours calendaires francs pour réaliser les prestations conformément aux pièces du marché.

A l'issue de ce délai, si la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le marché est résilié.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, en cas de retards successifs, une seule mise en demeure est nécessaire ; le marché pouvant être résilié immédiatement à l'issue d'un nouveau retard quel qu'il soit.

11.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, après information du titulaire dans un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à 10 jours calendaires francs.

11.3 – Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 12 – Règlement des différends et litiges

12.1– Dommages et responsabilité

Conformément à l'article 8 du CCAG FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

12.2– Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le code de la commande publique.

La procédure de règlement à l'amiable des différends ou litiges, susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché est celle prévue aux articles L. 2197-1 à L. 2197-4 et R. 2197-1 à R. 2197-25 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le Comité consultatif national de règlement amiable de différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

Direction des affaires juridiques – Sous-direction de la commande publique – Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public/ 1C – Bâtiment Condorcet – 6, rue Louise Weiss – Télédéc 353 – 75703 PARIS Cedex 13

12.3 – Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français. Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris cedex 04 – Tél : + 33 144594400 – Courriel : greffe.tapis@juradm.fr

Article 13 – Dérogations au CCAG-FCS

| ARTICLE DU CCAP | ARTICLES DU CCAG-FCS |
|-----------------|----------------------|
| 3.1 | 9.2 alinéa 1er |
| 3.2 | 3.1 / 3.1.2 |
| 4.1 | 4.1 |
| 6.1 | 14.1 / 16.2.3 / 10.1 |
| 7.4.1 | 10.2.4 |
| 9.1 | 3.7.2 |
| 11.1 | 41 |